

Suivi des premières assises contre l'homophobie de septembre 2009

5 octobre 2011

Fabienne Bugnon



Département de la sécurité,
de la police et de l'environnement
Office des droits humains

En 2009, l'ODH a sollicité l'ensemble des départements en posant 3 questions qui sont reprises dans le verbatim des interventions de 2009.

Ce qu'il en ressort :

- 1) C'est la première fois que les ressources humaines étaient sollicitées sur la thématique de l'homophobie;
- 2) Deux départements ont fait état d'un cas, déjà anciens et qui avaient donné lieu à des entretiens et des sanctions pour l'un d'eux.

En 2011, l'ODH a, à nouveau, sollicité les départements en leur transmettant le lien avec le verbatim des assises de 2009.

- en leur posant à nouveau les 3 questions de 2009 qui restent pertinentes;
- en ajoutant une question importante dans le cadre du suivi, soit celle d'éventuelles mesures mises en place pour la sensibilisation et la prévention.



Questions posées aux ressources humaines de tous les départements

- 1) Avez-vous connaissance de cas d'homophobie (propos, attitudes discriminatoires, rejets, discrimination à l'embauche et/ou dans la répartition des tâches) dans votre département?
- 2) Si oui, combien et concernent des rapports entre collègues ou dans le cadre d'une hiérarchie. Ont-ils été réprimés?
- 3) Existe-t-il des mesures de prévention de l'homophobie à l'Etat de Genève et cette question a-t-elle déjà été abordée dans le cadre des ressources humaines de votre département?

- 4) Durant ces deux dernière années, est-ce que la question de l'homophobie a été abordée de manière plus ouverte et des mesures ont-elles été mises en place pour la prévenir?

Réponses :

Suivi des assises contre l'homophobie 5 octobre 2011			
Départements et/ou office	Constat 2009	Constat 2011	Mesures mises en place
DSPE (hors police)		pas de cas	Conférence organisée par l'office des droits humains. Information au sujet du suivi des assises.
DIP (hors écoles)		pas de cas	Pas d'actions particulières au niveau du département. Le DIP propose que l'Etat mène une enquête de manière anonymisée pour mesurer l'homophobie dans l'administration cantonale. Action dans les écoles (cf. présentation F. Dupenloup) et SSJ (M. Lormand).
DSE		pas de cas	Tous les services ont été sollicités individuellement. Des mesures existent à l'OCIRT. Des propos homophobes ont été entendus, plutôt entre collègues.
DARES		pas de cas	La problématique a été abordée au moment des assises au sein des ressources humaines. En 2011, la consultation a été étendue à toutes les directions.
DIM		pas de cas	Pas de mesures spécifiques.
DF		pas de cas	Une dénonciation ne demeurerait pas sans suite. Les nouveaux collaborateurs et collaboratrices reçoivent le document "Travailler à l'Etat" qui rappelle les valeurs de l'Etat.
DCTI		pas de cas	Pas de mesures particulières.
CHA		pas de cas	La question est sous-jacente à toutes les réflexions et actions en matière de ressources humaines, la question de l'homophobie n'a pas été directement ciblée.
PJ		pas de cas	Pas de mesures spéciales.



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

**Département de la sécurité,
de la police et de l'environnement
Office des droits humains**

Ce qui a été fait entre 2009 et 2011

- 1) Mise en ligne de la Charte de la diversité en entreprise, comme souhaité par la motion 1823.
- 2) Organisation d'une série de conférences sous le titre "L'administration est-elle discriminante?"

Thèmes - économie - République et canton de Genève (Suisse) - geneve.ch - Microsoft Internet Explorer fourni par l'Etat de Gene

Fichier Edition Affichage Favoris Outils ?

Précédente Rechercher Favoris

Adresse http://www.ge.ch/themes/themes_economie.asp#T12

REPUBLICQUE ET CANTON DE GENEVE

Recherchez dans:

- tout ge.ch
- cette rubrique seulement

 Recherche avancée

GE.CH

Démarches en ligne

Thèmes

- Aménagement, construction et logement
- Citoyenneté
- Culture, sport et loisirs
- Développement durable
- Ecoles et formations
- Economie**
- Environnement
- Etat
- Genève internationale
- Impôts
- Justice
- Manifestations
- Mobilité
- Santé
- Sécurité et prévention
- Social
- Travail

Organisation

Chemin de vie

THÈMES

ÉCONOMIE

- Accords bilatéraux
- Agriculture
- Approvisionnement économique du pays
- Charte de la diversité en entreprise
- Commerce et consommation
- Construction
- Développement durable et entreprises
- Finances publiques
- Marchés publics
- Promotion économique
- Répertoire des entreprises du canton de Genève
- Services et aides aux entreprises et créateurs d'entreprises
- Statistiques cantonales
- Tourisme

Accords bilatéraux

Prestations

Pratique

Agenda

Presse

Liens

Urgences

http://www.ge.ch/themes/themes_economie.asp#T12

Intranet local

Démarrer Boîte de réception - Micr... Thèmes - économie - ... 17:43

Horaire	Intervention	Intervenant-e
8h15	Accueil	Message de bienvenue et introduction au colloque Mme Isabel RoCHAT, conseillère d'Etat
8h30	L'interdiction de la discrimination: notion, sources et mise en œuvre.	Professeur Michel Hottelier http://www.unige.ch/ieug/contact/enseignants/Hottelier.html
9h00	QUESTIONS	
9h10	Les discriminations liées à l'origine	Mme Helena Herrera http://www.lausanne.ch/view.asp?DocId=35329
9h40	Les discriminations liées au genre	Mme Muriel Golay, directrice du service pour la promotion de l'égalité entre homme et femme, département de la sécurité, de la police et de l'environnement. http://www.ge.ch/egalite/
10h10	QUESTIONS	
10h20	PAUSE Café-croissant	
10h40	Les discriminations liées à l'orientation sexuelle et à l'identité sexuelle	Mme Joëlle RoCHAT, coordinatrice de LESTIME http://www.lestime.ch/
11h10	Les discriminations liées à l'âge et au handicap	Dr. Yvan Scherrer, office du personnel de l'Etat, service de santé du personnel de l'Etat http://ge.ch/etatemployeur/sante
11h40	Groupe de confiance, gestion des conflits liés à des discriminations	Mme Sophie de Weck Haddad et Mme Alexandra Elsig http://ge.ch/etatemployeur/confiance
12h10	QUESTIONS	
12h30	PAUSE DEJEUNER	
14h	La prévention des discriminations au sein de l'administration française : quelques exemples de bonne pratique.	Mme Valérie Fontaine, ancienne cheffe de cabinet du Président de la HALDE (http://www.halde.fr/), Défenseur des droits
15h30	Conclusion et remerciements	Mme Fabienne Bugnon, directrice générale de l'office des droits humains



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

**Département de la sécurité,
de la police et de l'environnement
Office des droits humains**

Conclusion

- On ne peut pas affirmer qu'il n'y a pas de cas d'homophobie dans l'administration genevoise, mais aucun n'a été repéré;
- On fait état de propos inadéquats entre collègues, notamment sur "le ton de la plaisanterie";
- On peut affirmer que l'ensemble des ressources humaines a été sensibilisé à cette question;
-



Conclusion (suite)

- Le groupe de confiance reste la meilleure entrée pour toute personne se sentant victime de discrimination au sein de l'administration;
- L'office des droits humains est intéressé à poursuivre toute collaboration sur cette thématique avec les associations LGBT.